SERVICES PUBLICS – FONCTION PUBLIQUE

Le temps de rendre des comptes viendra !

fédération des services publics
la cgt
Agir pour un développement humain durable

Coordination Syndicale Départementale
De la Haute-Loire

7 MARS 2017

ELEVONS LE RAPPORT DE FORCE POUR GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS!

En dix ans, de Sarkozy à Hollande, la Fonction publique de l'État et Hospitalière ont subi le plus grand massacre d'emplois jamais connu, public/privé confondus.
Plus de 150 000 postes ont été supprimés, notamment dans les services déconcentrés de l'État et des hôpitaux. S'ajoutent les 130 000 suppressions dans les entreprises publiques.

Pour 2017, les annonces de suppressions s'élèvent déjà à 54 000 ! Mais c'est également la Fonction Publique Territoriale qui est touchée par les suppressions massives de postes, alors que l'État a transféré une masse de missions, et notamment celles sur le droit au logement, à l'action sociale et à la solidarité, bref les droits les plus sociaux. Dans le même temps, la France compte plus de
3 millions d'habitants supplémentaires. Les besoins en services publics ont largement augmenté.

La Fédération CGT des Services publics dénonce la politique d'austérité financière et budgétaire imposée aux collectivités locales en raison des risques majeurs qu'elle comporte.
La chasse aux dépenses publiques a pour conséquences la réduction de la masse salariale des collectivités, l'accroissement de la déqualification et de la précarisation des emplois publics, la perte de sens du travail pour les agents du service public et les risques professionnels associés à cette perte de sens.

Cette politique d'austérité menace directement les citoyens-usagers par la diminution du nombre et de la qualité des services publics rendus, par l'accroissement des inégalités d'accès aux services publics, par la détérioration des conditions de vie quotidienne des populations, alors que les impôts locaux continuent de progresser.

La réduction de la dépense publique, que la CGT combat, n'est que prétexte à austérité pour les salariés et leur famille et à enrichissement pour les banques et les actionnaires par un détournement massif d'argent public ! Sinon, au bout de 20 ans d'application de potion amère, les résultats devraient être là, mais ce n'est pas le cas et pour cause !

L'impôt est collecté pour être redistribué aux grands groupes via le CICE et d'autres dispositifs, les secteurs rentables sont privatisés comme les autoroutes, la santé, l'énergie, l'environnement... le patrimoine culturel du pays est bradé !
Les réformes institutionnelles qui renforcent la métropolisation et les « territoires entreprises » en sont un des outils majeurs.
Les 50 milliards attribués au Pacte de responsabilité correspondent aux 50 milliards d'économies sur le budget de l'État dans la même période : l'État fait les poches des citoyens pour enrichir les actionnaires.

Le temps de rendre des comptes viendra car aucun Président de la République, Ministre ou Député ne pourra impunément mettre en danger les institutions et les droits fondamentaux des citoyens inscrits dans la constitution. Aucun ne pourra impunément mettre en danger la vie des citoyens et celles des fonctionnaires et agents publics qui accumulent les burn-out et les suicides !

LA CGT REVENDIQUE LA CRÉATION IMMÉDIATE DE POSTES DE FONCTIONNAIRES

Après tant d'années de casse, il est temps de reconstruire le service public et la légitimité de la puissance publique sous le contrôle démocratique des citoyens.

La CGT revendique un recrutement massif de fonctionnaires pour répondre à l'évolution démographique et aux besoins de notre époque.

A titre indicatif, pour un premier recrutement immédiat de 1 million de fonctionnaires, la dépense serait de 38 milliards d'euros dont 18 milliards bénéficieraient à la protection sociale via les cotisations sociales et plus de 20 % à l'impôt via la TVA. C'est bien plus utile que les 340 000 euros en moyenne par emplois que nous coûtent les cadeaux fiscaux au MEDEF et sans aucun résultat, sauf pour les actionnaires. De l'argent inutile jamais redistribué ni dépensé !

CRÉONS LE RAPPORT DE FORCE QUI VA PERMETTRE DE PESER ET DE FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS

Les attaques se multiplient et s'amplifient. Dans ce contexte préélectoral agité, nous avons la responsabilité de défendre le service public. C'est d'un printemps des luttes dont nous avons besoin pour porter les revendications sur l'emploi, les conditions de travail, l'augmentation des salaires, le respect et le renforcement de nos libertés syndicales et garanties statutaires, l'abrogation de la réforme territoriale et du RIFSEEP, la reconquête des moyens financiers indispensables au bon fonctionnement des services publics, les 32 heures, le rétablissement du 1 % CNFPT, le développement industriel.

Nous appelons, avec les organisations syndicales FO, FA-FP, SNUTER-FSU, à la mobilisation et la grève le 7 mars 2017 dans toute la Fonction publique pour notre bien commun.

POUR NOS EMPLOIS, NOUS EXIGEONS :

- La défense des missions publiques, du Statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers ;
- Des créations d'emplois statutaires et un nouveau plan de titularisation et de dé précarisation ;
- De véritables améliorations de carrière pour tous, qui appellent bien d'autres mesures que le dispositif PPCR ;
- L'abrogation du RIFSEEP, dispositif injuste et portant atteinte à la Fonction publique de carrière ;
- Une meilleure reconnaissance de la pénibilité, avec de vraies dispositions pour la prévenir et la réparer, et, plus globalement, des mesures concrètes pour améliorer les conditions de travail ;
- La mobilisation des moyens financiers nécessaires au bon fonctionnement des collectivités territoriales ;
- L'instauration des 32 heures pour réduire le chômage et garantir aux agents des conditions de travail respectueuses.

ENSEMBLE,
DANS LE SYNDICAT,
NOUS SERONS PLUS FORTS.

Les fonctionnaires territoriaux à l'eau et au pain sec !!!

Rassemblons-nous le mardi 7 mars 2017

Une soupe vous sera servie,

à partir de 11 heures…

En Haut du Breuil, au Puy en Velay

Infos et contacts :

Téléphones : 04 63 20 24 87 ou 06 52 86 78 34 ou 06-72-78-19-94

Mail : cgt.csd43@gmail.com

Blog : http://territoriauxhauteloirecgt.blogspot.fr

facebook : **Territoriaux haute Loire CGT**

Ne pas jeter sur la voie publique – Le Puy en Velay, le 27